

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Le singulier *nous* fédéral

Pierre Laurette

Volume 23, Number 1 (133), January–February 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/29933ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Laurette, P. (1981). Le singulier *nous* fédéral. *Liberté*, 23(1), 3–11.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1981

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le singulier nous fédéral

PIERRE LAURETTE*

Il y a mille usages politiques du discours. Les débats constitutionnels ont offert à cet égard un échantillon remarquable. On se remémore la déclaration de principe du premier ministre P.E. Trudeau : « Nous, le peuple du Canada... » Cette déclaration de juillet puis les débats qui ont suivi ont fait couler beaucoup d'encre et il faut croire que ce n'est qu'un début... D'aucuns, entre-temps, fourbissent leurs armes dans l'attente d'un règlement de compte... constitutionnel.

Il a beaucoup été question, entre autres, de *peuple*, de *nation*, d'*état-nation*, bref de symboles extrêmement composites à en juger par le nombre des interprétations. Je n'y reviendrai pas mais je propose ici que l'on s'interroge sur le sens du *nous*, un *nous* qui ne cesse, parfois de manière obsédante, d'entrer en scène dans le discours fédéral, je propose que l'on s'interroge sur les qualités et les quantités hétérogènes qu'il recouvre. Le *nous* est un connecteur magique, idéal pour les stratégies et manipulations discursives.

Le *nous* ne vaut que par les propositions et les intentions qui le sous-tendent. On part de l'hypothèse que *nous* possède une signification manifeste et latente dans le discours : manifeste en ce sens qu'il y a enchaînement et substitutions de noms, et latent en ce sens qu'il implique de la part de l'orateur des conduites sociales, politiques et morales. On sait que *nous*, cette instance

* Pierre Laurette est professeur de littérature française et de littérature comparée à l'Université Carleton, d'Ottawa. Il poursuit actuellement des recherches sur la poétique contemporaine et sur le discours politique.

apparemment simple pour le sens commun, recouvre de fait des personnes ou des agents de classe, d'intérêt et de situation fort complexes dans la société. *Nous* peut être le produit d'une fusion simple (Je + tu ou il) ou multiple, dont le nombre des unités partitives varie de 2 à quelque 24 millions pour le Canada, à plusieurs milliards s'il est question de conscience universelle. On peut même observer, avec une longue-vue, que ce *nous* est parfois assis au bord de l'infini quand, dans son dialogue, il « nou-noie » le ciel étoilé, la loi morale, Dieu et sa « main » ! Du *nous* complice (Je + tu) au *nous* cosmique, l'éventail est assurément très large.

Le *nous* de M. Jean Chrétien

Commençons par un hors-d'œuvre : la déclaration liminaire faite par Jean Chrétien à l'ouverture de la réunion du Comité permanent des ministres sur la constitution. Ce texte (*Le Devoir*, 9 juillet 1980) reflète assez bien la pensée politique et la stratégie fédérale inspirée par P.E. Trudeau. Dans cette déclaration assez courte, on trouve près d'une quarantaine de *nous* que l'on prend comme points de repère d'une structuration discursive. Ces *nous* fonctionnent à trois niveaux.

Il y a tout d'abord le *nous* inclusif mais limité (Jean Chrétien + ministres provinciaux). Ce *nous*, si on tente de le caractériser, établit un type de rapport particulier entre les participants de la réunion. Il y a acte de demande et urgence morale de type : « nous devons », « nous nous sommes engagés », « notre tâche », « nous avons une responsabilité » etc... Ce *nous* est fermement persuasif.

On décode ensuite le *nous* inclusif total (Jean Chrétien + gouvernement fédéral + premiers ministres provinciaux + peuple canadien). Ce *nous* établit un lien organique apparent entre la société politique (fédéral + provincial, institutions et *establishment*) et la société civile en général. Je dis bien apparent, car la structuration de ce *nous* n'est homogène que pour le sens commun ; au niveau politique et économique, c'est certes tout autre chose. Le recouvrement de ce *nous* (comme au sens de la perception d'impôt direct) est total. Un lien organique est instauré, s'appuyant sur un impératif moral d'une grande intensité. Et l'on peut remarquer que l'instance ultime évoquée par ce *nous*



est le peuple : la « volonté du peuple », le « bonheur du peuple ». Qui oserait explicitement s'y opposer ?

Il y a enfin le *nous* exclusif partiel (Jean Chrétien + gouvernement fédéral + le peuple). Les exclus sont alors les ministres provinciaux. En fait l'exclusion n'est que virtuelle, « certains ministres » peuvent rejoindre l'ensemble organique dont les chaînons ultimes sont le peuple et le gouvernement fédéral. Ce *nous* exclusif n'apparaît, diplomatiquement, qu'au milieu du discours. Ce *nous* inaugure une stratégie de la tension, il est essentiellement monitoire, il avertit, et est virtuellement menaçant. Il présuppose une situation où *vous* ou *elles* (gouvernements provinciaux ou les provinces) s'opposerait à une union entre le gouvernement central et le peuple canadien. Malheur aux contre-agents, aux « *implicite villains* » !

Le *nous* masqué

La langue française est ainsi faite qu'elle ne permet pas d'établir une distinction de fait entre le *nous* inclusif et le *nous* exclusif. Certaines langues distinguent certains éléments de la synthèse et lèvent ainsi l'ambiguïté. Le bahasa (Indonésie) se sert d'un *kita* (Je + tu ou vous) et d'un *kami* (je + il ou elle). On y gagne en clarté, on y perd néanmoins en pouvoir de manipulation. Rêvons ! On forge une langue canadienne et suivant le modèle précédent on différencie l'amalgame *nous* en *fedi*, *provi* et *ethni* ... mais déjà ce dernier pronom, tel Dame Gigogne, laisse sortir de dessous ses jupons toute une ribambelle d'enfants. Le *nous* peut être le chapeau de magicien d'où sort l'immense trésor aux yeux éblouis des spectateurs. Une telle distinction explicite serait-elle d'ailleurs plus claire ? Non. Elle ne serait qu'apparente car elle ne se situerait qu'au niveau institutionnel, polyethnique et sociologique. Le *nous* dans son enracinement politique et économique est tout autre chose. Ce dernier *nous* révélerait ce que le *nous* discursif masque : disparités économiques, rapports de force, pouvoirs de décision et autres questions d'intendance.

Le *nous* universel mis en avant dans le discours fédéral est loin d'être représentatif au sens démocratique puisqu'il y a mise à l'écart, dès le départ, de nombreuses minorités ethniques qui ne sont ni présentes, ni représentées dans les organismes institutionnels mis en place lors des discussions constitutionnelles. On

pense en particulier aux francophones hors Québec, aux Inuits et aux Amérindiens. Est-ce la prémisse d'une marginalisation définitive tant culturelle, que politique et économique ?

Le *nous* (peuple du Canada) masque de plus ce qu'il est par omission : les autres. Il faudrait alors forger pour plus de clarté un pronom qui explicite cette part d'un *nous* autre : *alteri*. J'avance ici un exemple futile : 70 à 80% des compagnies pétrolières appartiennent, me dit-on, à des étrangers. Ce *nous* est dès lors fort peu civil si, par exclusion, il prive cette part importante du *nous* réel du droit d'exister, de participer et de décider ! Une autre énigme me vient à l'esprit : quel est le sens profond de *nous* quand M. Lougheed le prononce ? Le *nous* multi-national s'harmonise-t-il avec le *nous* des multinationales ?

Le *nous* de P.E. Trudeau

Le premier ministre est le représentant indivisible d'une vision d'un Canada indivis. Pour lui le *nous* inclusif total va de soi, ce pronom symbolise la cohésion de la société politique et sociale. Mais que de strates dans ce connecteur, dans cette superordination !

Voici le nom ! Voilà l'objet ! Vous mutilez le nom ! Vous brisez l'objet. Il y a là un principe de cohérence irrécusable. Quelle est la nature idéologique de ce *nous* symbolique et organique dans la pensée de P.E. Trudeau ? La réponse n'est pas aisée, il semblerait qu'il y ait bien, là aussi, des éléments hétérogènes.

L'œuvre de P.E. Trudeau apporte quelques éléments de réponse que l'on met prudemment en perspective. Dans certains articles publiés dans l'hebdomadaire *Vrai*, P.E. Trudeau livre quelques explications sur sa vision politique et organique d'alors (1958). Le terme de « consentement » éclaire le lien entre la société politique et la société civile. Grâce au consentement de nature morale et psychologique, l'autorité politique peut exister. Il précise que ce consentement est une « disposition psychologique à l'obéissance », qu'il est « la garantie de tout ordre social ». Le fondement de sa vision politique est d'ordre essentiellement moral et psychologique. Plus tard les concepts plus neutres de pacte et de consensus national seront utilisés. « (...) on doit faire tous les efforts voulus pour éviter de détruire le consensus sur le-

quel se fonde la nation fédérale. Car ce que dit Ernest Renan de la nation tout court est encore plus vrai de la nation fédérale : « L'existence d'une nation est... un plébiscite de tous les jours ». » (P.E. Trudeau, 1964). Signe prémonitoire d'un appel à la *vox populi* pour instaurer une nouvelle légitimité fédérale ?

On a relevé que, dans de nombreux textes de P.E. Trudeau, le mot *peuple* représente l'instance supérieure et que le lien organique semble bien être posé sous la forme : Nous, peuple du Canada → société politique. Ce lien est présenté comme sens commun, naturel et inhérent à la société démocratique. Ne peut-on pas proposer de renverser les termes et de reléguer ce *nous* à une place plus modeste ? On poserait alors : (Société politique ↔ *establishment*) → Nous, peuple du Canada. Serait-ce faire insulte à la « souveraineté » du peuple ? Car ce sont bien les institutions et l'*establishment* (société politique) qui impriment à la société civile sa cohérence même. C'est d'ailleurs la vision réelle de P.E. Trudeau qui « naturalise » par une métaphore zoologique le sens de ce rapport organique : « Sous des formes extraordinairement rigoureuses, on le (*establishment*) trouve même au sein des sociétés animales : par exemple au poulailler, chez les loups, chez les singes, dans les fourmillières et dans les ruches » (*Sur l'Establishment*, 1971). En effet, depuis quand a-t-on vu les poulets suborneurs subordonner les coqs !

Il reste donc que l'équation réelle est bien : société politique → société civile et que le *nous* mis en avant du discours politique ne correspond guère à la réalité politique et économique. Peut-on resoulever la question déjà posée en 1956 par P.E. Trudeau dans *la Grève de l'amiante* : le capital est-il en contradiction avec le nationalisme ? Dès lors un point épineux demeure. Comment un *establishment* si profondément lié aux intérêts privés peut-il vouloir le « bonheur du peuple » évoqué dans le discours fédéral ?

On ne peut nier que la faculté de P.E. Trudeau à s'identifier, selon les circonstances, aux différents *nous* ethniques ou à ce qui subsume les ethnies révèle une vision généreuse. Tout ce qui divise le *nous* est appauvrissement. Une identification partielle est une mutilation du nom de l'homme, une séparation devient même « crime contre l'humanité ». Le *nous* de P.E. Trudeau est une projection identificatoire, humaniste qui repose sur

une vision profondément messianique de l'histoire. « Et quand la civilisation a réussi tout de même à passer, c'est lorsqu'il s'est trouvé des clercs capables de placer la fidélité à l'homme au-dessus de l'appartenance à la nation : Pasternak, Oppenheimer, Joliot-Curie, Russell, Einstein, Freud, Casals... » (« La nouvelle trahison des clercs » in *Cité Libre*, 1962). P.E. Trudeau n'est-il pas le thaumaturge, le jacobin et même le « Mage du Nord » (Richard Gwyn, 1980) ?

« Le jacobinisme, écrit Gramsci, considère l'histoire comme un contrat, comme la révélation d'une vérité absolue qui se réalise parce qu'un certain nombre de citoyens de bonne volonté se sont mis d'accord, ont juré de réaliser cette idée. Si les événements ne se déroulent pas suivant le schéma préétabli, on crie à la trahison, à la défection, on suppose que des volontés perverses en ont contrarié le déroulement « naturel ». Le jacobinisme tire de son esprit messianique, de sa foi dans la vérité révélée, la prétention politique de supprimer violemment toute opposition, toute volonté qui refuse d'adhérer au contrat social ». Le *nous*, révélation d'une vérité absolue, permet de masquer les contradictions entre l'affirmation quelque peu abstraite de la liberté et les réalités culturelles, politiques, économiques des provinces, des peuples et des ethnies. Le *nous*, bien accepté par le sens commun, par le peuple en général, est le moteur idéologique d'une légitimation nouvelle, d'une direction unificatrice qui ne peut se réaliser (dans une conception étatique, centralisatrice et jacobine) que par l'effacement des différences « en tout genre ». La France en est le modèle. Il y a donc, dans l'établissement d'une domination hégémonique, une coercition obligatoire ... avec bien sûr le bonbon, la friandise laxative d'une « certaine » péréquation économique contre toute velléité contestataire.

Le *nous* et l'escalade logique

Il faut reconnaître que P.E. Trudeau manie le *nous* avec une dextérité machiavélique ; il joue du *nous* inclusif comme du *nous* exclusif, les faisant à l'occasion fonctionner l'un contre l'autre tout en les résorbant dans le *nous* unanime. À titre d'exemple cette phrase (*Le Devoir*, 17 juillet 1980) : « Mais à l'intérieur du Québec indépendant, il y aura des minorités qui diront exacte-

ment comme les francophones maintenant minoritaires au Canada, il y aura des minorités dans le Québec qui diront, puisque la théorie des ethnies a permis qu'on sépare le Québec du Canada, qu'est-ce qui nous empêche, nous, de séparer, disons le Nouveau-Québec de l'ancien Québec puisque nous sommes une majorité d'Inuits et d'Indiens qui habitons le Québec et que les autres ce sont des travailleurs de passage. » Le raisonnement est machiavélique en ce sens qu'il prévoit une alliance possible, circonstancielle et sans doute momentanée pour rétablir le pouvoir hégémonique de la classe dirigeante. Ce *nous* serait alors un *nous* (peuple hors Québec + ethnies non-francophones au Québec) opposé aux Québécois francophones. Art subtil de jouer des clivages ethniques ! L'ironie la plus amère est de constater que ces Inuits, ces Amérindiens, identifiés dans l'acte de référence au *nous*, sont l'objet d'un déni quant à leur représentativité dans le système fédéral. Il existe donc, dans le discours de P.E. Trudeau, une profonde distinction entre référence et représentation politique. Une telle attitude reflète un certain cynisme. La *Realpolitik* de ce jacobin convaincu ne peut en rien s'accomoder de différences vives. Alors que vaut ce *nous* unanime si abstraitement humaniste et universaliste ?

On peut ainsi voir fonctionner le *nous* : dans votre *nous*, il y a quelques *nous* qui ne le sont pas, donc votre *nous* est notre *nous*. La manie d'un dénominateur commun subsume différentes espèces (ex. Québécois, francophones hors Québec, Inuits etc...) sous un genre plus vaste, l'*homo canadiensis*. Ainsi une contrariété-contraste particulière se subsume sous une contrariété-incompatibilité à l'échelle pan-canadienne en vertu de l'universel intentionnellement visé : l'*homo canadiensis*. L'individu et l'espèce sont soumis au genre supérieur. Ce raisonnement est paralogique dans la mesure où, au départ, il élimine toute possibilité d'une double vérité. C'est pourquoi il faut s'attendre dans la stratégie fédérale à une attaque en règle du concept des deux peuples fondateurs. Le danger d'un tel raisonnement, c'est qu'il dénie le besoin d'espoir et la qualité existentielle de certains peuples spécifiques. Le danger de ce raisonnement, c'est d'aviver les contrariétés-contrastes (Québécois contre néo-québécois, contre Haïtiens, contre allophones, etc.) afin de les mieux subjuguer dans un ensemble plus vaste. Dans son dernier discours, M.F. Fox utilise subrepticement cette stratégie qui fait implicitement ap-

pel à la xénophobie (ex. : appel au nationalisme des franco-ontariens contre certains francophones du Québec).

Le *nous* illusoire

Le *nous* qui se veut thérapeutique ou exorcisme est le masque, le renversement illusoire où il est fait appel au sens commun pour rétablir le « bon sens ». Et on sait depuis longtemps ce que valent les exhortations au peuple, les saintes alliances, les bonnes ententes, les consensus. En temps de crise réelle ou simulée, on déclare l'*union sacrée* ... où il y a du *nous* plus *nous* que certains *nous*... où il y a du *nous* qui met au pas certain *nous* !

Il y a évidemment, à cet effet, la possibilité de doper le *nous*. « Il est évident qu'un consensus national ne s'épanouira (...) que si le nationalisme peut paraître acceptable, émotivement parlant, à tous les groupes importants qui composent la Nation »... « Il faut affecter une part des ressources à des choses comme le drapeau national, l'hymne national... » (1964). L'invocation au *nous* fait partie de cet attirail, cela fait penser à la *Gleichschaltung*, à la technique « d'embrayage à l'unisson » que P.E. Trudeau condamnait dans *la Grève de l'amiante*. Le *nous*, chez les linguistes, ne fait-il pas partie de cette classe de mots que l'on nomme « *shifters* », « embrayeurs » ?

Le *nous* est un masque. C'est le connecteur magique qui permet de faire le grand écart entre la société politique et la société civile. Il entre dans la stratégie fédérale pour assurer une légitimité nouvelle en effaçant les particularismes, même ceux qui possèdent une histoire mémorable.

« Toutes considérations sur la révision constitutionnelle et la protection de la langue sont démunies de signification concrète si nous n'avons pas un pays où les inscrire, si elles ne font pas partie d'un discours plus global, celui de notre « destin collectif », (M.F. Fox, *Le Devoir*, 29 septembre 1980). Peut-on présumer que la stratégie fédérale, entre autres, consistera à laminer les différences, à reléguer aux oubliettes le concept des deux peuples fondateurs et à exalter le *nous* unanime ?

Gageons tout simplement que ce *nous* est promis à une belle carrière politique ! Mais ce *nous* unanime n'est-il pas pour « certains » le début d'une *marginalisation* ?